

7 juillet 2020

PAC : « IMPACTONS », COMPTE-RENDU D'ETAPE DU DEBAT PUBLIC EN FRANCE

TABLE DES MATIERES

Table des matières.....	1
Introduction	1
I – Thématiques libres.....	2
II- Analyse du questionnaire en ligne : hiérarchiser les 10 priorités du PSN	10
CONCLUSION	12

INTRODUCTION

La Commission Nationale du Débat Public (CNDP), créée par la « Loi Barnier » de 1995, est une Autorité indépendante garante du droit constitutionnel de chacun d'être informé et de participer aux décisions ayant un impact sur l'environnement. La CNDP est une instance neutre, elle ne prend pas position sur les projets, mais elle éclaire sur leurs conditions de faisabilité au regard des arguments portés par le public¹.

La CNDP a été saisie officiellement par le Ministre de l'Agriculture le 9 septembre 2019 afin d'organiser la participation du public aux réflexions en cours sur l'évolution de l'agriculture, qui intègrent naturellement des questions environnementales. Il s'agit d'un processus obligatoire dans le cadre de l'élaboration du Plan Stratégique National (PSN).

Elle vient de communiquer le 24 juin 2020 un [compte-rendu d'étape de la consultation publique](#).

Pour rappel, la Commission européenne a émis le 1^{er} juin 2018 trois propositions de règlement qui, ensemble, constituent le projet d'architecture de la future PAC. Ces trois règlements n'ont toujours

¹ [Rapport annuel 2019 - CNDP](#).

pas été approuvés par les co-législateurs, le Conseil et le Parlement, du fait des interférences dues aux négociations sur le Brexit, à l'organisation des élections au Parlement européen et aux difficiles discussions relatives aux lignes directrices budgétaires. Il n'en reste pas moins que ces trois projets de règlement constituent en l'état un socle qui détermine le travail préparatoire de tous les Etats membres pour la prochaine PAC. Chacun devra s'acquitter de la rédaction d'un Plan Stratégique National (PSN) et l'adresser à Bruxelles avant la fin de l'année 2020. A l'issue d'un travail avec les représentants de la Profession Agricole (CSO), le Ministère de l'Agriculture a d'ores et déjà rédigé un Projet de diagnostic pour le futur PSN, daté du 5 février 2020.

La CNDP, présidée par Chantal JOUANNO, a lancé le débat public à l'occasion du Salon de l'Agriculture 2020, sous le titre « ImPACtons ». Le site internet www.ImPACtons.debatpublic.fr a été déployé et contient un ensemble d'informations important et très pédagogique. Une plateforme participative a été ouverte au public le 23 février 2020 et a reçu de nombreuses contributions, mais a été fermée le 3 avril du fait de la pandémie du Covid-19².

De façon inédite pour des raisons de calendrier, la CNDP a décidé de publier un compte-rendu d'étape, alors même que ses travaux reprendront cours le 1^{er} septembre. En effet, chaque Etat membre de l'UE devant, dans la construction de son PSN, hiérarchiser 10 objectifs pour la PAC, la CNDP a voulu adresser au Ministère de l'Agriculture en temps utile la hiérarchisation qui se dégage de la consultation publique, avec demande de réponse argumentée. Par ailleurs la Commission demande également au Ministère de répondre aux 127 propositions des citoyens inscrites à son répertoire, en analysant leur faisabilité, leur relation avec la PAC et leur éventuelle intégration au futur PSN.

L'analyse du débat « ImPACtons » contenu dans le compte-rendu d'étape apporte de précieuses informations.

Sur le plan quantitatif, l'organisation du débat a été un succès malgré son arrêt prématuré avec la pandémie. Plus de 810.195 personnes ont eu accès à l'information (Site, réseaux sociaux, contacts organisés...) et plus de 9.500 contributions dans la diversité de leurs formes (avis, commentaires, réponses au questionnaire en ligne...) ont été répertoriées.

I - THEMATIQUES LIBRES

Il s'agit ici d'une partie des contributions, 1.660 au total sous forme d'avis et de commentaires, qui ont porté une libre prise de parole du public à partir de thèmes proposés par la CNDP (Les contributions sous forme de réponses au questionnaire en ligne sur la hiérarchisation des 10 priorités du PSN sont évoquées infra en point II).

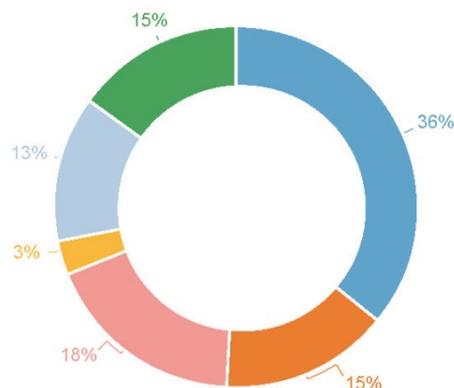
² « PAC : Les négociations se poursuivent, le débat public « ImPACtons » suspendu ». Site agridées -14 avril 2020 - Yves Le Morvan.

Il est intéressant de classer les 4 thématiques plébiscitées par le public :

- 36 % Quels modèles agricoles pour la société française ?
- 18 % Quelle transition agro-écologique ?
- 15 % Qu'est-ce que je mange ?
- 15 % Comment cohabiter dans les campagnes ?

Le sujet « Qui décide la politique agricole ? » fait un flop à 3%.

RÉPARTITION DES AVIS ET COMMENTAIRES PAR THÈME



- Quels modèles agricoles pour la société française ?
- Qu'est-ce que je mange ?
- Quelle transition agro-écologique pour l'agriculture ?
- Qui décide de la politique agricole ?
- Autres Thèmes
- Comment cohabiter dans les campagnes ?

Source : CNDP, Compte-rendu d'étape-18062020

L'analyse des prises de position étant riche, la CNDP a construit des tableaux qui éclairent les différences d'évaluation de nos concitoyens.

Ainsi, à propos du thème le plus débattu, celui intitulé « *Quels modèles agricoles pour la société française ?* », il ressort une opposition claire entre ceux qui souhaitent faire évoluer le cadre actuel et ceux qui veulent le revisiter de fond en comble. Point par point la CNDP a produit des tableaux d'analyse qui synthétisent les positions étayées par des arguments contradictoires (Favorable/défavorable/intermédiaire).

agriDées

RÉFLÉCHIR • PARTAGER • AVANCER

Par exemple à propos de l'agriculture conventionnelle :

TABLEAU DES POSITIONS ÉTAYÉES PAR DES ARGUMENTS
CONCERNANT L'AGRICULTURE CONVENTIONNELLE

	CAPACITÉ PRODUCTIVE	IMPACTS	BESOINS	MODÈLES ÉCONOMIQUES ET PÉRENNITÉ
FAVORABLE	<ul style="list-style-type: none"> Elle a permis et permet de produire suffisamment de nourriture pour alimenter la population mondiale en constante augmentation C'est le seul modèle permettant d'avoir des rendements élevés 	<ul style="list-style-type: none"> Elle a un impact positif sur la stabilité des régions (<i>« Voulez-vous que des émeutes de la faim apparaissent en France comme il y en a eu en Egypte en 2009 ? »</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> Elle a permis de réduire drastiquement la main d'œuvre nécessaire (<i>« L'agriculture pétrolière a permis à 80% des Français.es de ne plus avoir besoin de travailler dans les champs. »</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> Le seul modèle capable de résister à la concurrence internationale et de rester compétitifs
DÉFAVORABLE	<ul style="list-style-type: none"> Elle « menace l'alimentation mondiale en détruisant les sols, la symbiose entre mycorhizes et plantes, celle entre les plantes et toute la faune. » car cela pourrait avoir un impact négatif significatif sur les rendements « Sans pollinisation, les rendements des cultures vivrières européennes pourraient chuter de 25 à 32% » La qualité nutritive des aliments n'est pas suffisante 	<ul style="list-style-type: none"> Son bilan est « catastrophique » voire « destructeur » sur les ressources, la biodiversité, la qualité des sols, le changement climatique, l'accroissement des maladies ou les paysages. Son bilan énergétique est « insoutenable » La terre et les animaux ne sont pas « respectés » et sont « perçus uniquement comme des « machines à produire » » ; l'élevage intensif est d'une « cruauté inouïe » 	<ul style="list-style-type: none"> Elle est « dépendante du pétrole ainsi que des 5 mines de phosphore qui se vident. » La quantité de calories d'hydrocarbures nécessaires pour produire une calorie alimentaire est trop importante : « 4 calories de pétrole investies pour produire une calorie de blé, 25 à 30 investies pour produire une calorie de viande animale. » Une des « erreurs » de l'agriculture productiviste a été de sélectionner seulement quelques variétés et s'attendre à ce qu'elles s'adaptent à tous les sols. 	<ul style="list-style-type: none"> Elle ne permet pas d'assurer un « revenu correct » et le bien-être des agriculteur.rice.s. L'industrialisation, la spécialisation et la mondialisation de l'agriculture apportent de la « vulnérabilité » et réduit notre résilience Elle est « obsolète » et met en péril les prochaines générations : « Continuer avec les pratiques des années 90 (...) c'est la politique de la terre brûlée et ne pas penser aux générations qui suivent. »

agriDées

RÉFLÉCHIR • PARTAGER • AVANCER

De l'agriculture biologique :

TABLEAU DES POSITIONS ÉTAYÉES PAR DES ARGUMENTS
CONCERNANT L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

	QUANTITÉ ET QUALITÉ	IMPACTS	BESOINS	MODÈLES ÉCONOMIQUES ET PÉRENNITÉ
FAVORABLE	<ul style="list-style-type: none"> Elle peut être un remède à la réduction des rendements due à la dégradation des sols Elle peut être très productive La qualité nutritionnelle des produits est « certaine » 	<ul style="list-style-type: none"> Elle a des performances biosystémiques meilleures que l'agriculture conventionnelle (ex : biodiversité supérieure de 30 %) Les produits de biocontrôle (hors cuivre) sont biodégradables contrairement aux pesticides chimiques Le labour, nécessaire en bio, n'est « pas pire que l'usage répété et à foison de la chimie même raisonné ! » 		<ul style="list-style-type: none"> Le maraîchage bio intensif a fait ses preuves (« nous avons aujourd'hui des solutions viables et pérennes ») « En tenant compte d'un écart de rendement qui se contracte, et des coûts non compressibles en intrants chimiques, le « bio » s'en tire plutôt bien. »
INTERMÉDIAIRE	<ul style="list-style-type: none"> La question des vertus nutritionnelles des produits est « complexe » : la plus large étude réalisée par un panel de 18 auteurs.rice.s ne relève aucun écart significatif. 	<ul style="list-style-type: none"> Le bio n'est qu'un « label » et il faut faire une distinction entre le « bio » et le « bio industriel ». 	<ul style="list-style-type: none"> Elle est maîtrisable sur de petites surfaces mais pas applicable partout, notamment car elle nécessite plus de main d'œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Le revenu dégagé par l'agriculteur.rice peut être un problème au vu des rendements plus faibles, notamment si les consommateurs.rice.s ne payent pas plus cher et si les distributeurs gardent des marges « disproportionnées ».
DÉFAVORABLE	<ul style="list-style-type: none"> Elle ne peut pas nourrir la population mondiale actuelle La qualité des aliments est remise en question (intoxication alimentaire avec de la farine de sarrasin bio) 	<ul style="list-style-type: none"> Le cuivre utilisé est dévastateur pour les sols, non biodégradable, très toxique et s'accumule dans le sol Les herbicides alternatifs pourraient être plus défavorables que les traditionnels Elle nécessite un labour plus important, ce qui détruit les sols Le bio exclusif augmenterait le changement climatique car il nécessite un usage plus important du tracteur 	<ul style="list-style-type: none"> Elle nécessite de mobiliser plus de terres afin de compenser les plus faibles rendements, ce qui pourrait avoir plus d'impacts environnementaux négatifs que le passage au bio 	

agriDées

RÉFLÉCHIR • PARTAGER • AVANCER

Des intrants chimiques :

TABLEAU DES POSITIONS ÉTAYÉES PAR DES ARGUMENTS
CONCERNANT LES INTRANTS CHIMIQUES (PESTICIDES NOTAMMENT)

	QUANTITÉ ET QUALITÉ	IMPACTS	BESOINS	MODÈLES ÉCONOMIQUES ET PÉRENNITÉ
FAVORABLE	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Ils permettent d'assurer une production de nourriture « <i>abondante, saine et contrôlée</i> ». ▶ Ils améliorent la qualité des aliments et permettent de « <i>limiter les dangers pour la santé publique</i> » même s'il faut « <i>rester vigilant sur leurs impacts</i> » sur la santé du consommateur. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les herbicides alternatifs pourraient présenter des profils toxicologiques et écotoxicologiques plus défavorables que ceux des produits chimiques ▶ Ils permettent de moins labourer (ce qui est « <i>mauvais pour la vie du sol</i> ») ▶ Ils ne sont pas dangereux : le débat sur les pesticides relève de « <i>l'enfumage politique</i> », basé sur des croyances alimentées par les médias ▶ Pourquoi chercher à protéger les gens contre des produits qui sont manipulés à hautes doses par les agriculteur.rice.s sans problème ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Ils ont permis de réduire drastiquement la main d'œuvre nécessaire (« <i>L'agriculture pétrolière a permis à 80% des Français.es de ne plus avoir besoin de travailler dans les champs.</i> ») 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les solutions alternatives n'existent pas vraiment et l'utilisation des pesticides est obligatoire pour respecter les normes de vente (même si les agriculteur.rice.s préféreraient s'en passer pour économiser) : « <i>nous n'avons pas vraiment le choix</i> »
DÉFAVORABLE	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les rendements « <i>sous perfusion d'engrais</i> » sont de moins en moins performants ▶ Sans remettre en cause certains apports des pesticides, il faut en réduire drastiquement l'utilisation 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Ils sont dangereux pour la santé humaine, les sols, la qualité de l'air et la biodiversité, la diversité des graines ▶ Tous les êtres vivants sont impactés ▶ Ils ne sont pas biodégradables ▶ Les engrais azotés sont les plus gros contributeurs d'émissions de GES en agriculture ▶ Sur le glyphosate : les études ne sont pas complètes et sont partiales ; le principe de précaution doit s'appliquer face aux nombreuses alertes des scientifiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le pétrole et le gaz nécessaires pour produire les engrais chimiques et non produits en France créent une « <i>tension</i> » supplémentaire sur ces énergies. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Des solutions alternatives existent et permettent d'avoir un modèle économique plus pérenne en s'organisant ▶ « <i>Il n'y aura pas de santé et de sécurité sans un assainissement des pratiques agricoles et un arrêt total des intrants chimiques</i> »

agriDées

RÉFLÉCHIR • PARTAGER • AVANCER

De la permaculture :

TABLEAU DES POSITIONS ÉTAYÉES PAR DES ARGUMENTS
CONCERNANT LA PERMACULTURE

	QUANTITÉ ET QUALITÉ	IMPACTS	BESOINS	MODÈLES ÉCONOMIQUES ET PÉRENNITÉ
FAVORABLE	<ul style="list-style-type: none"> » C'est un système bénéfique pour le consommateur-rice : réduction des coûts et alimentation plus saine 	<ul style="list-style-type: none"> » C'est un système respectueux de l'environnement et des animaux, favorisant la biodiversité » Elle se base sur des exploitations « à taille humaine » et « les mécaniques de la nature » pour « minimiser les actions de l'homme sur l'écosystème exploité » 	<ul style="list-style-type: none"> » C'est un système économe en ressources et qui offre le meilleur ratio énergétique (une calorie investie en produit 3 ou 4) » Elle nécessite plus de main-d'œuvre mais moins de surface, peu de mécanisation et s'appuie sur les ressources locales : elle vise « une agriculture intensive par surface, demandant certes plus de main d'œuvre humaine, mais pas ou peu de mécanisation, tout en utilisant les ressources locales » 	<ul style="list-style-type: none"> » C'est un système résilient, orienté vers le partage (de la production et des connaissances), créant de l'emploi et redynamisant les campagnes » Elle est rentable (le ratio surface exploitée/production) et offre un modèle plus pérenne à l'agriculteur-rice notamment en lui permettant de « s'affranchir de la dépendance au monopole sur graines, à l'engrais, et à la mécanisation » » Elle a fait ses preuves » C'est « l'avenir » car la permaculture permet d'engager une réflexion vers la « sobriété qui nous attend demain »
DÉFAVORABLE	<ul style="list-style-type: none"> » Elle ne permettra pas de nourrir toujours plus d'humains, notamment à cause de son absence de mécanisation qui diminue ses rendements. 		<ul style="list-style-type: none"> » Le besoin de main-d'œuvre est trop important : « la main d'œuvre est 60% plus importante que la plupart des fermes pour des rendements équivalents » 	<ul style="list-style-type: none"> » La permaculture n'est pas rentable à cause d'un ratio main d'œuvre / rendement trop faible : « c'est son principal défaut ». » La ferme de référence (Ferme du Bec Hellouin) n'a pas de modèle économique.

Toujours sur ce thème des modèles agricoles, il ressort un débat général sur leur diversité qui est perçue comme un facteur d'équilibre pour les uns ou comme un frein caché à une véritable évolution pour les autres. Ou un autre débat transversal à propos de la prise en compte de la

compétitivité, vue comme un frein à l'ambition environnementale pour les uns, ou comme une caractéristique de la politique agricole pour les autres, avec le souhait d'harmoniser les règles de la concurrence au niveau communautaire.

Les termes du débat sont plus « consensuels » par principe sur le thème « *Qu'est-ce que je mange ?* ». Il en ressort un souhait de transparence sur l'information donnée aux consommateurs, de protection de la santé par la qualité des produits, de volonté de modification à la fois des modes de production et du jeu des différents acteurs privés et publics, les agriculteurs devant être soutenus sur ce dernier point.

Les participants émettent une priorité nette de la qualité par rapport à la quantité. L'alimentation n'est pas un bien marchand comme un autre. Il s'agirait de relocaliser mais aussi de « renaturaliser » l'agriculture. Néanmoins il y a des controverses, notamment sur la production et la consommation de la viande.

Enfin sur le troisième grand sujet débattu, « *Quelle transition agro-écologique* », les discussions ont sans surprise été plus vives. La CNDP les a retranscrites dans des tableaux d'analyse, par exemple :

TABLEAU DES POSITIONS ÉTAYÉES PAR DES ARGUMENTS
CONCERNANT L'AGROFORESTERIE, LES ARBRES ET LES HAIES

	QUANTITÉ ET QUALITÉ	IMPACTS	BESOINS	MODÈLES ÉCONOMIQUES ET PÉRENNITÉ
FAVORABLE	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Ils apportent de la matière pour les cultures : fertilisation par les feuilles, enracinement complémentaire, lignine. ▶ Ils offrent de bons rendements à moyen terme même si cela fait perdre de la surface cultivable car ils permettent d'éviter le ruissellement de la terre arable contenant les semis. ▶ Apport de l'agroforesterie sur la qualité des produits. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Ils offrent les avantages suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'érosion et l'assèchement ou le lessivage des sol ; - Améliorer la gestion de l'eau (barrage à l'évaporation et aux inondations, retenue / ruissellement, stockage...) ; - Favoriser la biodiversité (refuges et corridors face aux fragmentations des milieux) ; - Capturer certains polluants, offrir des puits de carbone ; - Réguler et atténuer les effets du changement climatique (ombre, fraîcheur, régulation des pluies...) ; - Protéger les riverains des pesticides ; - Améliorer le paysage. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Ils nécessitent du temps pour pousser. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Ils offrent un complément et une diversification de production et de revenus pour l'agriculteur, réduisant sa dépendance à une culture. ▶ Apport de matière utilisable pour l'industrie et le combustible : les granulés et le bois produits pourraient générer une très grande partie de l'énergie renouvelable et stockable de la France (entre 20 et 50%). ▶ Ils sont vecteurs d'emplois dans nos campagnes.

agriDées

RÉFLÉCHIR • PARTAGER • AVANCER

<p>DÉFAVORABLE</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les haies et les arbres sont des « réservoirs pour les ravageurs qui viennent ensuite détruire les cultures ». Les arbres réduisent les rendements car ils entrent en concurrence avec les cultures au bout de quelques années (pour le rayonnement solaire, l'eau, le système racinaire), ils limitent les cultures possibles à proximité et ils réduisent la facilité de conduite des engins agricoles ; mieux vaut privilégier les haies « épaisses, qu'ilte à ce qu'elles soient également arborées ». 	<ul style="list-style-type: none"> Ils nécessitent beaucoup d'entretien. Ils consomment de la surface cultivable : « Une haie de 5 m de large consomme 5% de surface cultivable. Quelle perte de revenu » alors que la forêt progresse. 	<ul style="list-style-type: none"> Ils représentent plus de charges que de produits et ne représentent pas une source de revenu intéressante : « Les agriculteurs savent compter et chercher le revenu là où il est ». En attendant que l'arbre produise du bois, l'agriculteur rice a moins de revenus et cela devient « un frein considérable dans le contexte de concurrence internationale très féroce ». Qui finance ?
---------------------------	---	---	--

TABLEAU DES POSITIONS ÉTAYÉES PAR DES ARGUMENTS
CONCERNANT LES ORGANISMES GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS

	QUANTITÉ ET QUALITÉ	IMPACTS	BESOINS	MODÈLES ÉCONOMIQUES ET PÉRENNITÉ
<p>FAVORABLE</p>	<ul style="list-style-type: none"> Ils permettent d'avoir des produits avec plus de vitamines, plus de goût et qui sont plus résistants (réduction du gaspillage). Ils permettent d'augmenter les rendements. 	<ul style="list-style-type: none"> Ils permettent d'utiliser moins d'intrants, moins de pesticides et de réduire les labours, ce qui permet de réduire la destruction des sols ainsi que le bilan carbone. La non utilisation des OGM résulte d'un refus de l'opinion publique, pas d'un risque sur la santé humaine scientifiquement démontré. 		<ul style="list-style-type: none"> Les agences sanitaires qui délivrent les autorisations s'appuient sur les études des industriels et la littérature scientifique publiée.
<p>INTERMÉDIAIRE</p>				<ul style="list-style-type: none"> Nécessité d'assurer de la cohérence sur les marchés : « Je suis contre le fait que la production d'OGM soit interdite chez nous mais que leur importation soit autorisée ».

DÉFAVORABLE

- ▶ Ils sont dangereux pour l'homme et la biodiversité et « incontrôlables ».
- ▶ « Les OGM polluent les espèces non OGM en champ libre, et personne n'est aujourd'hui capable de mesurer les impacts environnementaux sur la flore et la faune des pays qui utilisent massivement les OGM ».
- ▶ « fuite en avant du tout technologique ».

- ▶ Les OGM, dont on ne connaît pas les potentiels effets néfastes, ne peuvent être considérés comme une solution : il faut appliquer le principe de précaution.
- ▶ Les protocoles pour la mise sur le marché devraient être les mêmes que pour les médicaments et contrôlés par des organismes indépendants et non par les industriels.

Globalement, les participants montrent un sentiment d'urgence face à l'évolution de la situation climatique et environnementale, une demande vis-à-vis des Pouvoirs Publics pour qu'ils assument leurs responsabilités et vis-à-vis des médias pour qu'ils informent sans dogme. La PAC actuelle est plutôt considérée comme incohérente et défailante par rapport aux enjeux.

II- ANALYSE DU QUESTIONNAIRE EN LIGNE : HIERARCHISER LES 10 PRIORITES DU PSN

Dans le cadre de la réforme de la PAC, l'Union européenne demande à chaque Etat membre de hiérarchiser les 10 objectifs prédéterminés du Plan Stratégique National, afin d'identifier les priorités des financements. Chaque pays est tenu d'intégrer les contributions du public. Il s'agissait donc de lancer une procédure officielle qui a un impact sur la gestation de la position de la France.

La CNDP a été chargée d'organiser les débats avec le public, en s'appuyant sur un support de 10 fiches rédigées par le Ministère de l'Agriculture. Pour ce faire elle avait prévu de déployer deux dispositifs :

1) Rassembler une Assemblée Citoyenne de l'Agriculture (ACA), durant 3 jours, de 140 Français(es) tirés au sort. Cette Assemblée prévue fin mars ne s'est finalement pas réunie en période de pandémie. Elle devrait se tenir du 25 au 27 septembre 2020. Un Comité de 4 experts a été créé afin de garantir une information rigoureuse et plurielle sur les thématiques qui seront débattues. François PURSEIGLE bien connu des adhérents d'AgriDées en fait partie.

2) Ouvrir un questionnaire en ligne.

Le questionnaire en ligne contient 7.409 contributions, apportées entre le 23 février et le 3 avril 2020. Il était demandé aux répondants de classer les 10 objectifs du PSN par ordre avec la mention « très prioritaire », « prioritaire », « peu prioritaire » ou « pas du tout prioritaire ».

Il ressort de l'analyse des résultats 3 grands groupes de réponse (le chiffre en % représentant sur 100 % la première catégorie des 4 choix possibles de priorité) :

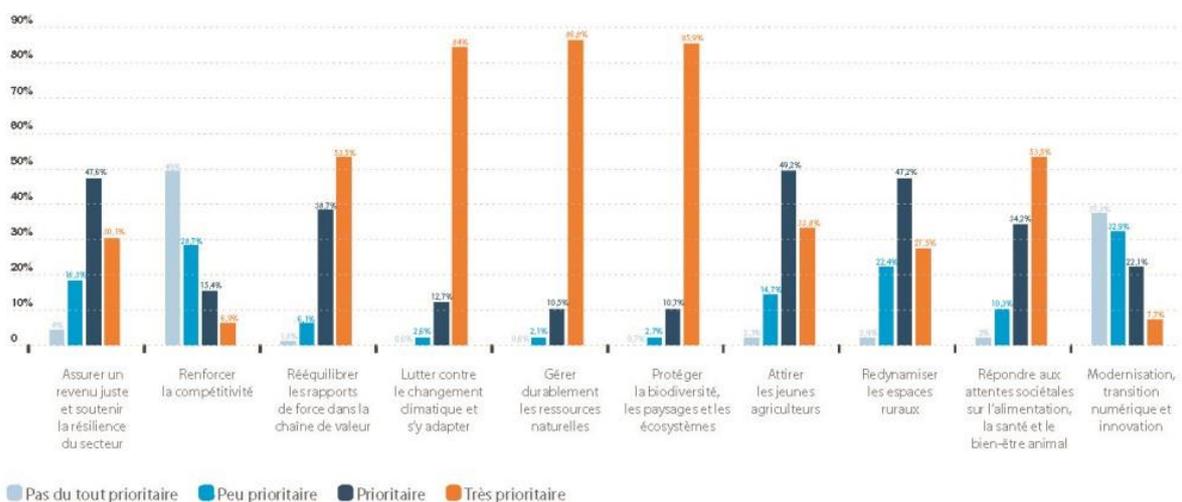
- Les objectifs « très prioritaires » sont dominés par les questions liées à l'environnement, soit à 87 % « Gérer les ressources naturelles », à 86 % « Protéger la biodiversité, les paysages et les écosystèmes », à 84 % « Lutter contre le changement climatique et s'y adapter ».

- Les objectifs « Rééquilibrer les rapports de force dans la chaîne de valeur » et « Répondre aux attentes sociétales sur l'alimentation, la santé et le bien-être animal » sont considérés très prioritaires, mais à 53%.

- Les objectifs considérés comme « prioritaires » sont plutôt de type socio-économiques, soit « Attirer les jeunes agriculteurs » à 49 %, « Assurer un revenu juste et soutenir la résilience du secteur » à 48% et « Redynamiser les espaces ruraux » à 47 %.

- Les objectifs « pas du tout prioritaires » concernent les domaines économiques et techniques, soit « Renforcer la compétitivité » à 49 % et « Encourager la modernisation, accompagner la transition numérique et partager le savoir et l'innovation » à 37 %...

Tableau de répartition des réponses totales



Les conclusions de ce panel auprès du public sont claires, les réponses aux préoccupations environnementales sont considérées comme essentielles dans les objectifs de la future PAC, la compétitivité étant un enjeu subordonné à l'environnement. Le numérique et l'innovation sont perçus comme des outils au service d'une nouvelle PAC. Dans ce cadre il faut noter que les agriculteurs sont vus comme des acteurs clé de la transition, et que l'amélioration de leurs conditions de vie, avec un revenu juste, est nécessaire. Il y a ici cohérence entre objectifs environnementaux et attentes sociétales.

Cette première phase du Débat montre de la défiance. Mais elle ne s'exerce pas seulement à l'encontre de l'agriculture, l'urbanisation, le tourisme... portent également leur part de responsabilité. De même, s'il existe des points de clivages certains dans les positions affichées au sujet de l'évolution de l'agriculture, il émerge aussi des points de convergence autour, d'une part, du local et des territoires et, d'autre part, de la complémentarité des modèles face à la complexité du secteur.

In fine, la Commission Nationale du Débat Public recommande officiellement au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de lui :

- indiquer si et comment la prise en compte des résultats du questionnaire (hiérarchisation) est retenue, en précisant l'orientation des masses budgétaires affectées par le PSN,
- répondre aux propositions du public publiées en annexe du Compte-Rendu d'étape provenant de la plateforme participative. Il est demandé au Ministère de se prononcer sur leur faisabilité, leur intégration ou non dans le PSN, ou dans une autre politique publique. Ce répertoire contient 127 propositions à caractère précis (par exemple : reconverter les ZNT, plafonner les aides à l'actif, adopter de nouvelles mesures sur le bien-être animal, interdire les importations d'OGM, revoir le cahier des charges bio à propos des mycotoxines...) ou à caractère général (par exemple : élargir les PSE, développer des alternatives aux importations de soja, mettre fin aux aides à l'hectare, rééquilibrer ou assouplir l'accès au foncier, limiter la taille des coopératives...).

CONCLUSION

Pour les adhérents ou les lecteurs d'agridées, il ne faut pas se méprendre ou sous-estimer la qualité et la rigueur des travaux menés par la CNDP. Cette Autorité a l'habitude d'organiser des débats publics sur les sujets les plus sensibles, tels les centrales nucléaires ou les grands travaux d'infrastructure...Son éclairage fait partie du processus de réforme de la PAC.

agriDées

RÉFLÉCHIR • PARTAGER • AVANCER

Il ne faut pas non plus confondre cet exercice, sur le fond et sur la forme, avec celui proposé par la Convention Citoyenne sur le Climat dont le spectre des 149 propositions concerne toutes les activités humaines (dont un thème « se nourrir »).

De fait, le « compte-rendu d'étape » de la CNDP démontre une nouvelle fois l'angoisse de nos concitoyens vis-à-vis des questions climatiques et environnementales, devenues prégnantes et mises en relation avec la vie au quotidien. Les thèmes relatifs aux pesticides, aux OGM, au bien-être animal...ne sont pas nouveaux ! Mais ils s'intègrent dorénavant dans une vision globale où l'environnement domine l'économie, l'alimentation n'étant pas un bien marchand comme les autres.

Il revient à tous les acteurs des secteurs agricole et alimentaire de bien percevoir ces souhaits de transition, et de continuer sans relâche à expliquer la nécessité d'associer économie, sociétal et environnement, les uns enrichissant les autres et réciproquement.

Il revient plus particulièrement à un Think tank tel qu'agridées de produire des réflexions, de communiquer, sur l'importance de l'innovation comme vecteur de l'esprit entrepreneurial dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. Dans un monde ouvert et tourné vers l'avenir.

Yves LE MORVAN
Responsable Filières et Marchés

agriDées
RÉFLÉCHIR • PARTAGER • AVANCER